Faux calculs et discours mystificateur

Par Abdesselam Ali-Rachedi

Vous avez rapporté, dans votre édition du dimanche 9 novembre 2008, les propos tenus par Chakib Khelil, ministre de l'Energie et des Mines, lors du Forum d'*El Moudjahid*. Ce dernier, après nous avoir fait miroiter un baril à 200 dollars pour l'été 2008, ne nous propose aujourd'hui rien moins que de recourir de nouveau à l'endettement dans deux ou trois ans. Ces propos ne peuvent être acceptés par quiconque connaît la réalité algérienne.

Pour éclairer vos lecteurs, il aurait d'abord fallu rappeler les précédentes déclarations de Chakib Khelil qui expliquait l'envolée des prix du baril au-dessus de 100 dollars par des facteurs géopolitiques et surtout par la spéculation. Le citoyen admettra volontiers que la guerre en Irak, les tensions avec l'Iran, les actes de piraterie au Nigeria, etc. contribuent notablement à l'augmentation des prix. Mais, et Chakib Khelil a eu raison de le souligner, c'est surtout la spéculation qui a été la source majeure de l'envolée des prix. Les spéculateurs sont des agents économiques comme les autres et ont un comportement tout à fait rationnel dans une économie de marché, de surcroît mondialisée. Ils ne font qu'exploiter une situation donnée à leur profit. Or, à ma connaissance, Chakib Khelil n'a jamais tenté d'expliquer pourquoi les fonds d'investissement s'étaient mis à s'intéresser au pétrole, ce qui a contribué à porter le baril à un sommet historique de 147 dollars en juillet 2008. Cela nous aurait permis de comprendre pourquoi, aujourd'hui, ces mêmes fonds se sont quasiment retirés des actifs pétroliers, ce qui a fait chuter le baril à 60 dollars.

La cause principale réside en fait dans la panne de l'économie américaine, manifeste depuis l'éclatement de la bulle internet en 1999-2000. Cette panne a été masquée temporairement par l'injection massive de liquidités par le gouvernement US et la Réserve fédérale américaine, à la suite du 11 septembre 2001. Mais au lieu de relancer la machine économique, ces mesures ont plutôt encouragé la spéculation et ont contribué à créer une nouvelle bulle, la bulle immobilière. Tout le monde comprend, en effet, qu'en période d'incertitudes, les investisseurs recherchent les valeurs refuge : traditionnellement l'or et la pierre (l'immobilier).

Ces produits, à eux seuls, n'étant pas en mesure d'absorber la masse énorme de capitaux oisifs, à la recherche d'opportunités de profit, on s'est tourné vers les matières premières, y compris les produits alimentaires (céréales, lait,…), mais aussi le pétrole, au moment même où les besoins des pays émergents devenaient grandissants, ce qui a naturellement contribué à faire flamber les prix.

Mais avec l'éclatement de la bulle immobilière et la crise du crédit, les spéculateurs ont anticipé la récession économique qui allait survenir et ont jugé les actifs pétroliers peu sûrs. Ils se sont donc désengagés de ce marché.

La récession est déjà présente aux USA, au Japon et en Europe et va durer, selon les experts, au moins deux ans, c'est-à-dire jusqu'à fin 2010, en dépit des mesures prises par les gouvernements pour en atténuer les effets négatifs les plus sévères. En conséquence, la demande de pétrole va diminuer et le prix du baril va sans doute encore baisser, peut-être à 50 dollars ou même moins si la récession est plus sévère que prévue.

Je suppose que Chakib Khelil sera globalement d'accord avec moi sur l'analyse présentée jusqu'ici.

Là où je pense qu'il fait un faux calcul, c'est lorsqu'il croit que le prix du baril va se rétablir à un niveau satisfaisant dans deux ou trois ans (70 à 90 dollars, selon lui). Ce pari sur l'avenir est trop optimiste me semble-t-il, car il fait totalement l'impasse sur le nouveau contexte géopolitique. L'administration démocrate qui sera en place à Washington en janvier 2009 a un programme aux antipodes de celui du clan pétrolier représenté par Bush. D'abord, Obama compte se désengager d'Irak en 16 mois, ce qui aura pour conséquence, avec la paix retrouvée, un retour plein et entier de l'Irak sur le marché pétrolier. L'Irak produit déjà 2,5 millions de barils par jour et il pourrait augmenter notablement sa capacité dans les années à venir. Or, il n'est pas imaginable de demander à un pays qui doit faire sa reconstruction de réduire sa production. Par ailleurs, le programme de la nouvelle administration comporte un volet ambitieux dans le domaine des énergies renouvelables et de la lutte contre le réchauffement climatique. On peut faire confiance pour la concrétisation de ce programme à Al Gore, soutien actif d'Obama.

On peut en conclure que, dans deux ou trois ans, quand l'économie américaine sera de nouveau en vitesse de croisière, le contexte serait plutôt celui d'un moindre gaspillage d'énergie fossile. Idem pour l'Europe. Même la Chine, dans son propre intérêt, sera contrainte à une meilleure efficacité énergétique. La demande de pétrole risque donc de stagner, au moins pour deux ou trois années supplémentaires. Tout ceci ne plaide pas pour un rebond substantiel du prix du baril à moyen terme.

Intéressons-nous maintenant aux équilibres financiers de notre pays. Des problèmes sérieux vont surgir dès 2009. L'exercice 2008 va se clôturer sur le chiffre astronomique de 38 milliards de dollars d'importations. Si on prend en compte les 10% d'accroissement prévus dans la loi de finances, les importations de 2009 seront au minimum de 42 milliards de dollars. Il faut y ajouter le transfert des parts des sociétés pétrolières implantées en Algérie et les transferts de bénéfices des autres sociétés étrangères. La balance des paiements pourrait ainsi approcher les 50 milliards. Or si, en 2008, avec un baril à 108 dollars, les recettes pétrolières seront de 80 milliards, avec un baril à 50 dollars en 2009, elles ne seront plus que de 40 milliards, soit un déficit de la balance des paiements de 10 milliards. Il faudra donc puiser dans les réserves de change ! Mais le baril pourrait chuter encore plus, si l'Opep ne réussit pas à imposer la discipline à ses membres, ce qui est fort possible. Ces prévisions pourraient être jugées pessimistes, mais en matière de finances publiques, la prudence doit toujours être de mise.

Quant aux équilibres budgétaires, le discours de Chakib Khelil est carrément mystificateur. C'est comme si, pour lui, l'Algérien ne devait avoir de choix qu'entre «manger son pétrole» ou vivre à crédit. Il est vrai que la diminution de moitié du prix du baril va réduire d'autant la fiscalité pétrolière. Autrement dit, le déficit fictif de 20% du PIB prévu dans la loi de finances sur la base d'un baril à 37 dollars va devenir un déficit réel énorme avec un baril à 50 dollars. Ce déficit va vider, en deux ans, les disponibilités du fonds de régulation des recettes, si ces dernières n'ont pas déjà été affectées à d'autres fins. La situation deviendra alors intenable.

Mais est-ce une fatalité que les recettes de l'Etat soient, à ce point, dépendantes des hydrocarbures ? De nombreux pays, totalement dépourvus de ressources naturelles, connaissent un développement économique remarquable, y compris dans notre voisinage le plus proche. D'autres solutions existent pour faire face à la situation plutôt que le recours à l'endettement que propose Chekib Khelil. En premier lieu, je ferais seulement remarquer à ce dernier qu'en Algérie, l'évasion fiscale dépasse nettement les rentrées fiscales ordinaires. On peut en faire la démonstration de plusieurs manières. Le plus simple pour s'en convaincre est d'examiner, à titre d'exemple, la fiscalité liée aux importations. Avec 42 milliards de dollars d'importation et sur la base de 65 dinars pour un dollar, les droits de douane (25%) et la TVA à l'importation (17%) devraient, à eux seuls, rapporter près de 1 000 milliards de dinars au Trésor public, auxquels il convient d'ajouter l'impôt sur les bénéfices générés par la commercialisation des produits importés, soit au total presque les 1 200 milliards de fiscalité ordinaire prévus dans la loi de finances ! Il y a donc des gisements fiscaux considérables que Chakib Khelil refuse de voir et pour cause : il ne veut pas se mettre à dos les barons des containers !

En second lieu, il faut constater que le gouvernement auquel appartient Chakib Khelil n'a pas réussi, en 10 ans, à éradiquer, si tant est qu'il en ait eu la volonté, les réseaux maffieux qui pillent sans vergogne la richesse nationale, en ayant la mainmise totale sur le commerce extérieur. Au contraire, ces derniers ont notoirement prospéré durant cette même période et ont carrément pris l'Algérie en otage. Or, sans mise hors d'état de nuire de ces prédateurs, il est illusoire d'imaginer jeter les fondements d'une économie réelle, créatrice de richesses, et qui, à terme, pourrait apporter au Trésor public des rentrées fiscales bien supérieures à celle des hydrocarbures.

A. A.-R.

CE MONDE QUI BOUGE

Crise pétrolière, sombres perspectives pour l'Algérie et l'Opep

Par Hassane Zerrouky

«Du côté du pétrole, là c'est une bonne nouvelle : le baril est repassé sous la barre des 55 dollars», se réjouissait mardi soir le présentateur de la chaîne d'info LCI. Reste que l'auteur de ces propos, qui prêtent à sourire, oublie que la chute du prix du baril est symptomatique de la gravité de la crise qui secoue la planète financière. Cette chute est la conséquence d'un ralentissement économique qui n'en est sans doute qu'à son début, ralentissement induit justement par cette crise financière. La récession économique à laquelle on assiste et qui touche toutes les économies développées sans exception se traduit par un effondrement de la demande pétrolière face à une offre élevée. Toujours est-il que bien que l'Opep ait décidé de réduire, tardivement, sa production d'un million et demi de barils par jour, l'offre de pétrole est telle qu'on peut parler de surabondance sur le marché.

Pourtant, les pays de l'Opep savaient que des pays comme les Etats-Unis ont pour habitude d'acheter du pétrole en deçà de leurs besoins afin de reconstituer leurs stocks stratégiques, pétrole qu'ils déversent ensuite sur le marché afin de faire pression à la baisse sur les prix. C'est certainement ce qu'ils ont fait récemment. Sur ce plan-là, mais plus généralement en ce qui concerne la crise actuelle, l'Opep a manifestement fait montre d'imprévoyance. Ignorant les avertissements des experts les plus lucides sur une probable crise qu'engendrerait inévitablement celle des «subprimes» américains, obnubilé par un prix du baril supérieur à 100 dollars, l'Opep ou pour être plus juste certains de ses Etats membres, dormant sur ses lauriers, n'a pas vu arriver la catastrophe. Pis : des pays, comme l'Arabie Saoudite, toujours prêts à voler au secours de l'Oncle Sam quand ce dernier l'exige, ont augmenté leur production pétrolière au-delà des quotas autorisés par l'Opep, expliquant qu'il était de l'intérêt des pays producteurs de venir en aide à l'économie américaine ! Comme si la hausse du prix du baril était la cause de la crise dans laquelle se débattent les Etats-Unis !

Reste que ce retournement de conjoncture pétrolière risque de durer. Car rien ne permet de penser que le sommet du G-20 — les sept pays les plus riches du monde plus les pays émergents (Chine, Inde, Brésil…) —, qui aura lieu le 16 novembre, va se traduire par des décisions en mesure de mettre fin à la crise actuelle.

La refondation du capitalisme à laquelle appelle Nicolas Sarkozy au nom de l'Union européenne n'est que de la poudre aux yeux. Non seulement les mesures de régulation des marchés financiers que préconisera le sommet du G-20 demanderont du temps pour leur élaboration et en mettront pour être appliquées, mais elles ne toucheront pas aux causes ayant engendré cette crise, à ses fondements mêmes, à savoir ce néo-libéralisme capitaliste qui a épuisé ses capacités lui permettant de rebondir sur le marché. Ces mesures ne corrigeront cette crise qu'à la marge.

En ce qui concerne l'Algérie, les conséquences risquent d'être sévères. L'argent du pétrole a plus servi l'économie informelle que l'économie réelle. En témoigne ce développement fulgurant des sociétés d'import, développement qui n'est pas sans rapport avec l'augmentation de la facture d'importation qui a plus que doublé depuis 1999 ! Et qui n'est pas étranger au transfert de capitaux (on parle de plusieurs milliards de dollars en dix ans) vers les places financières occidentales. Et faute d'un secteur productif créateur de richesses et d'emplois en raison de l'absence d'une stratégie de développement sur le moyen terme, l'avenir du pays risque d'être des plus sombres.

H. Z.